

Étude des crédits

2021
2022

**Demandes de renseignements généraux
des oppositions**

Avril 2021

DEMANDES 1 À 132



**Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation**

Québec 

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
1.	Voyages hors QC	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; <ul style="list-style-type: none"> - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Publicité sur internet	<p>Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. <p>Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.</p>

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
5.	<p align="center">Conférences de presse, événements</p>	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement. <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
6.	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
7.	<p align="center">Formation en communication Personnel politique</p>	<p>La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.
8.	<p align="center">Contrats</p>	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-21, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
9.	Appels d'offres publics	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10.	Consultants externes	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
11.	Développements informatiques	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
12.	<p align="center">Projets de développement informatique en infonuagique</p>	<p>Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
13.	Dépenses diverses	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
15. a)	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
15. b)	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
15. c)	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. d)	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
15. e)	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
15. f)	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
15. g)	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
15. h)	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
15. i)	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
15. j)	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. k)	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
15. l)	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
15. m)	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
15. n)	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
15. o)	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
15. p)	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
15. q)	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
15. r)	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
15.s)	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
16. a)	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
16. b)	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
16. c)	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées.
16. d)	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Baux SQI	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de réalisation.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
18.	Actifs immobiliers	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) b) La valeur estimée de ceux-ci; c) c) Les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
19.	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété
20.	Aménagement	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
21.	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
22.	Membres du Cabinet	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
23.	Budget discrétionnaire	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
24.	Personnel hors structure	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne;</p> <p>b) le poste occupé;</p> <p>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</p> <p>d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;</p> <p>e) la date de l'assignation hors structure;</p> <p>f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;</p> <p>g) les prévisions pour 2021-2022.</p>
25.	Personnel en disponibilité	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;</p> <p>b) le salaire;</p> <p>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</p> <p>d) la date de la mise en disponibilité;</p> <p>e) les prévisions pour 2021-2022.</p>
26.	Occasionnels mis à pied	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);</p> <p>b) par catégorie d'âge;</p> <p>c) prévisions pour 2021-2022.</p>
27.	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	<p>Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.</p>

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
28.	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.
29.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
30.	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.
31.	Abonnements Cabinet	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
32.	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
33.	Sites Internet	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
34.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	<p>Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
35.	Visites ministérielles et sous ministérielles	<p>Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
36.	Adjoints parlementaires	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.
37.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
38.	Ententes gouvernement fédéral et provinces	<p>La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
39.	Crédits périmés et gel de crédits	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.</p>

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
40.	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.
41.	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.
42.	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
43.	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
44.	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
45.	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
46.	Augmentation de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
48.	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés.
49.	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
50.	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
51.	ETC Plan Nord	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
52.	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
53.	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
54.	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
55.	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
56.	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
57.	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
58.	Contrats service juridique	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
59.	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
60.	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
61	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
62	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
63.	Cotisation à des associations	<p>Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
64.	Rencontres diverses	<p>La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.</p>
65.	Rencontres importantes - gouvernement	<p>Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
66.	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
67.	Dépenses publicitaires – médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
68.	Politique jeunesse Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
69.	Transfert d'emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
70.	Reconnaissance des acquis – personnes immigrantes	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.
71.	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
72.	Politique culturelle du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
73.	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
74.	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
75.	Plan d'action - Premières nations et des Inuits	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
76.	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
77.	Politique gouvernementale de prévention en santé	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
78.	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
79.	Stratégie d'action - Ensemble, nous sommes le Québec	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
80.	Stratégie nationale sur la main d'œuvre 2018-2023	Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
81.	Plan d'action pour la main d'œuvre	Toutes sommes dépensés et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.
82.	Plan d'action – Un Québec pour tous les âges	Toutes sommes dépensés et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
83.	Occupation et vitalité des territoires 2018-2020	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
84.	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
85.	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.
86.	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
87.	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
88.	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat– Oser entreprendre 2017-2022.
89.	Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.
90.	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.
91.	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.
92.	Plan d'action en économie numérique 2016-2021	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.
93.	Stratégie maritime 2015-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
94.	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.
95.	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
96.	Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.
97.	Plan pour une économie verte 2020-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.
98.	Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
99.	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
100.	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.
101.	Conciliation travail-famille	Toutes actions, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
102.	Analyse différenciée selon les sexes	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)
103.	Électrification des transports	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
104.	Rétention des travailleurs d'expérience	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
105.	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
106.	Primes COVID-19	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
107.	Mises à pieds et non-renouvellement de contrats-COVID-19	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.
108.	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)
109.	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
110.	Dépenses vidéo-conférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats ; b) Nom du fournisseur ; c) Montant déboursé.
111.	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
112.	Employés absents COVID-19	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
113.	Soutien employés santé mentale	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
114.	Matériel de protection individuel COVID-19	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.
115.	Entretien ménager et désinfection des locaux	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.
116.	Avis DNSP / INSPQ COVID-19	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.
117.	Coût mesures CNESST	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
118.	Plaintes du public COVID-19	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)
119.	Consignes COVID-19 Cabinets ministériels	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
120.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;
121.	Contrats santé publique	<p>Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.
122.	Contrats cabinet	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
123.	Demandes d'accès à l'information	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
124.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
125.	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
126.	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
127.	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
128.	Rémunération des stages	<p>Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée</p>
129.	Véhicules	<p>Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :</p> <p>a) nombre total de véhicules; b) le type de véhicules; c) le nombre de véhicules hybrides; d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; e) le nombre de véhicules électriques.</p>
130.	Actions et dépenses PACC 2020	<p>Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :</p> <p>a) les sommes dépensées pour chaque action; b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.</p>

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
131.	Rencontres - représentants autochtones	Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.
132.	Analyse différenciée selon les sexes	Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon le sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021: a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

Lien Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/aout_2020/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/novembre_2020/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/fevrier_2021/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 17).

Lien Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/aout_2020/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/novembre_2020/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/fevrier_2021/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

Lien Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/aout_2020/renseignements_contrats_publicite_promotion_avril_a_juin_2020.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/novembre_2020/renseignements_contrats_publicite_promotion_juillet_a_septembre_2020.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/fevrier_2021/renseignements_contrats_publicite_promotion.pdf

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

L'information en réponse à cette question est fournie dans la demande de renseignements généraux n° 3 des oppositions.

Les dépenses de publicité effectuées sur Internet se retrouvent dans des dépenses catégorisées « Placement média ».

Tous les contrats ont été passés directement avec le CAG dans le cadre de leur offre de services regroupés.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Note : Le CSPQ est devenu le CAG le 1^{er} septembre 2020

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Coût de l'évènement : 1 263,70 \$

But visé : Annonce d'une aide financière pour la Véloroute des Bleuets

Lieu : Alma

Fournisseurs : Dam-en-Terre (location de salle), Solotech (sonorisation), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 955,70 \$

But visé : Annonce d'une aide financière RÉCIM pour la construction de l'hôtel de ville et de la caserne de pompiers

Lieu : Péribonka

Fournisseurs : Solotech (sonorisation), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 813,70 \$

But visé : Annonce d'une aide financière RÉCIM pour la construction de l'hôtel de ville et de la caserne de pompiers

Lieu : Saint-André-Avellin

Fournisseurs : Pro-Son (sonorisation), Pierre Sénéchal (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 279,70 \$

But visé : Annonce de 22 projets FARR dans la région de l'Outaouais

Lieu : Wakefield

Fournisseurs : Pierre Sénéchal (révision linguistique), CISION (diffusion de communiqués de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 367,89 \$

But visé : Annonce d'une aide financière RÉCIM pour la construction de l'hôtel de ville et de la caserne de pompiers

Lieu : Les Escoumins

Fournisseurs : Gauthier Transport (transport d'équipement de sonorisation), Solotech (sonorisation), Pierre Sénéchal (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Coût de l'évènement : 989,65 \$

But visé : Annonce d'un projet FARR

Lieu : Saint-Roch-des-Aulnaies

Fournisseurs : GLS Productions (sonorisation), Jean Coutu (produits sanitaires), Familiprix (produits sanitaires), Point Virgule (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 1 038,30 \$

But visé : Annonce d'une entente pour le développement de la piste cyclable du P'tit Train du Nord

Lieu : Sainte-Adèle

Fournisseurs : Les pirates du son (sonorisation), Gilles Bordage (révision linguistique), ville de Sainte-Adèle (location de salle), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 444,70 \$

But visé : Annonce d'une aide financière RÉCIM pour la construction de l'hôtel de ville et de la caserne de pompiers

Lieu : Saint-Félix-de-Valois

Fournisseurs : Studio Viau (sonorisation), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 2 944,79 \$

But visé : Annonce des projets FIMEAU

Lieu : Montréal

Fournisseurs : Racine Imagine (photo), Production JG (impression d'affiches), Duoson (sonorisation), CISION (diffusion de communiqués de presse et d'avis aux médias), Frais d'un employé (déplacement)

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Coût de l'évènement : 849,70 \$

But visé : Annonce des projets FARR en Gaspésie

Lieu : Gaspé

Fournisseurs : Trudel sonorisation (sonorisation), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 306,60 \$

But visé : Inauguration du nouveau centre communautaire

Lieu : Fossambault-sur-le-Lac

Fournisseurs : Frais d'un employé (déplacement), Gilles Bordage (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 979,70 \$

But visé : Annonce des projets FIMEAU à la Capitale-Nationale

Lieu : Boischatel

Fournisseurs : Gilles Fréchette Photographe (photo), L'Extra-Son (sonorisation), Les copies de la Capitale (impression d'affiches), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 1 530,50 \$

But visé : Annonce des projets FARR au Saguenay-Lac-Saint-Jean

Lieu : Saguenay

Fournisseurs : Solotech (sonorisation), La Pulperie de Chicoutimi (location de salle), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Coût de l'évènement : 554,70 \$

But visé : Annonce des ministres Chantal Rouleau et Andrée Laforest d'une aide COVID-19 pour soutenir la Ville de Montréal

Lieu : Montréal

Fournisseurs : Philippe Renault photographe (photo), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 5 286,64 \$

But visé : Annonce de la mise en place de 10 bureaux de projets pour la planification de l'aménagement des zones inondables à l'échelle de certains bassins versants

Lieu : Québec

Fournisseurs : Marc-Antoine Hallé (photo), Les copies de la Capitale (impression d'affiches), Studio MTESS (montage de vidéo), Gilles Bordage (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué de presse et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 108,90 \$

But visé : Lancement de la grande conversation nationale devant mener à l'élaboration et la publication de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires

Lieu : Québec

Fournisseurs : Rafic Nammour (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué)

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23). Lien internet : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 7

La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23). Lien Internet : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>.

Aucune formation en communication n'a été organisée par le Ministère en 2020-2021 pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût du contrat	Mode d'octroi
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation			
Accent formation	Dispenser, aux employés du Ministère, quatre formations portant sur le français au bureau.	6 780,00 \$	Gré à gré
Acti-Com inc.	Dispenser, aux employés du Ministère, une formation portant sur la rédaction stratégique.	2 100,00 \$	Gré à gré
Acti-Com inc.	Dispenser, aux employés du Ministère, trois formations portant sur la rédaction stratégique.	6 300,00 \$	Gré à gré
Amazon	Offrir des services infonuagiques en lien avec le programme d'aide financière aux locataires pour le paiement de leur loyer dans le contexte de la COVID-19 (projet avec la SHQ).	10 000,00 \$	Gré à gré
Anne McBryde Traduction	Exécuter sur demande de la traduction du français vers l'anglais pour le Ministère.	15 000,00 \$	Gré à gré
Bordage, Gilles	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	10 000,00 \$	Gré à gré
Bunker 14	Offrir des services de production et post-production d'une vidéo animée dans le cadre de la campagne "Mon empreinte bleue".	19 500,00 \$	Gré à gré
Charland, Guy	Agir à titre de représentant de la ministre au comité d'arbitrage pour l'examen de la proposition de la Ville de Québec afin de déterminer quelles sont les conduites d'aqueduc et d'égouts acquises ou construites depuis le 25 octobre 2007.	9 200,00 \$	Gré à gré
Copies de la Capitale inc., Les	Effectuer l'impression de divers documents.	10 000,00 \$	Gré à gré
Corporation des Officiers municipaux agréés du Québec (C.O.M.A.Q.)	Dispenser une formation portant sur les pouvoirs des municipalités en matière de développement économique.	5 980,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
--------------	---

Corsaire Design Édition	Produire deux concepts graphiques pour la couverture de la Stratégie nationale en urbanisme et en aménagement des territoires.	1 300,00 \$	Gré à gré
Deschênes, Solange	Fournir des services de révision linguistique et de relecture pour le Rapport annuel de gestion 2019-2020 du Ministère.	1 300,00 \$	Gré à gré
Éditions Plurielles Canada inc.	Animer une conférence virtuelle sur la place des femmes en politique municipale.	2 800,00 \$	Gré à gré
En mode solutions inc.	Effectuer la programmation et l'animation du Grand Forum Habitation Québec visant à réunir les principaux acteurs en habitation provenant du milieu communautaire, privé, académique, municipal et gouvernemental.	20 000,00 \$	Gré à gré
Évadés inc., Les	Offrir des services de mise à jour et d'optimisation de la campagne "Mon empreinte bleue".	18 110,00 \$	Gré à gré
Gagnon-Thibault, Marilou (Services langagiers MGT)	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	3 000,00 \$	Gré à gré
Groupe Magnitude inc.	Effectuer des travaux d'impression dans le cadre de l'étude des crédits.	1 466,00 \$	Gré à gré
Groupe Minimédia inc.	Effectuer l'impression d'affiches "Mon empreinte bleue".	2 683,00 \$	Gré à gré
Humanise inc.	Dispenser une formation qui s'intitule: "Professional Scrum with User Experience".	12 000,00 \$	Gré à gré
Institut FormaSion du Québec inc.	Dispenser, aux employés du Ministère, quatre formations portant sur le logiciel Outlook et la gestion efficace des courriels.	6 380,00 \$	Gré à gré
JFL Média Formation Québec inc.	Dispenser, aux employés du Ministère, une formation portant sur le logiciel Adobe Acrobat Pro.	1 632,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 8	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
--------------	---

Micro Focus Software (Canada) ULC	Effectuer la validation de code dans le cadre du projet de développement d'une prestation électronique de services pour la Société d'habitation du Québec.	9 000,00 \$	Gré à gré
Microsoft Corporation	Offrir des services infonuagiques en lien avec le programme d'aide financière aux locataires pour le paiement de leur loyer dans le contexte de la COVID-19 (projet avec la SHQ).	13 000,00 \$	Gré à gré
Petitclerc, Béatrice (rédactrice)	Effectuer des tâches de rédaction et de coordination événementielle sur demande.	4 100,00 \$	Gré à gré
QUATRE CENT QUATRE inc.	Offrir des services d'hébergement du quiz interactif de la campagne de sensibilisation à l'économie d'eau potable "Mon empreinte bleue".	7 560,00 \$	Gré à gré
Rafic Nammour, réviseur	Effectuer sur demande des tâches de révision linguistique.	3 000,00 \$	Gré à gré
Relocalisation Quali-T-Plus	Offrir des services de déménagement pour la Direction régionale de Longueuil.	1 755,00 \$	Gré à gré
Segma Recherche	Réaliser deux groupes de discussion virtuels ayant pour objectif de prétester la campagne de communication visant à augmenter les candidatures aux postes de conseiller et de maire aux élections municipales de 2021 au Québec.	4 700,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Senéchal, Pierre (réviseur)	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	5 000,00 \$	Gré à gré
Siemens Canada limitée	Effectuer une réparation du système de contrôle des accès aux bureaux du Ministère.	1 352,00 \$	Gré à gré
Solutions Notarius inc.	Offrir des services de certification en matière de signature électronique.	23 275,00 \$	Gré à gré
Solutions Victrix inc., Les	Réaliser un audit de sécurité et une analyse de risques en sécurité de l'information.	24 500,00 \$	Gré à gré
SOM inc.	Offrir des services de création, de déploiement et d'hébergement d'un questionnaire dans le cadre des élections municipales de 2021.	6 000,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Traducteurs Unis, Les	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	10 000,00 \$	Gré à gré
Triomphe Marketing et Communication inc.	Réaliser la conception graphique et la production de différents éléments visuels de la campagne de communication visant à augmenter les candidatures aux postes de conseiller et de maire aux élections municipales de 2021 au Québec.	9 800,00 \$	Appel d'offres sur invitation
Vallières, Céline	Offrir des séances de formation et des ateliers de travail portant sur la conciliation et la médiation.	10 200,00 \$	Gré à gré
Versalys inc.	Offrir des formations variées en fonction des besoins du personnel du Ministère.	12 435,00 \$	Gré à gré
Zoom Vidéo Communications inc.	Offrir des services techniques de conférence Web.	12 000,00 \$	Gré à gré

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix ; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Le Ministère a procédé à un appel d'offres public pour l'exercice 2020-2021.

Titre de l'appel d'offres public	Fournisseurs retenus (prix soumis)	Montant du contrat	Durée	Autre soumissionnaire (prix soumis)
Travaux liés aux TI, en analyse et architecture d'affaires ainsi qu'en révision des processus	1 ^{er} rang : Cofomo Québec (2 191 666,40 \$) 2 ^e rang : Transition Services Conseils inc. (2 230 844,00 \$) 3 ^e rang : R3D Conseil inc. (2 771 676,60 \$)	2 191 666,40 \$	36 mois	° Alithya Services-conseils inc. (2 860 000,00 \$)

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) Nom du projet : Centralisation des informations d'identification de la clientèle du MAMH

b) Nature du projet : Ce projet vise la refonte de l'application Organisation municipale qui permet la gestion de l'information relative aux composantes du monde municipal ainsi qu'aux ressources humaines qui en font partie. Cette application contient notamment des données sur les populations et les mouvements de territoire. Elle fournit les informations du monde municipal à tous les autres systèmes informatiques du Ministère.

d) Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 890 000 \$ (2017 à 2021)

f) Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 2020-2021 : 238 257 \$

i) Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 55 %

l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics : Oui, cette solution utilise un logiciel libre (PostgreSQL) pour la gestion des données.

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021: Aucune pénalité appliquée.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) Nom du projet : Modernisation du processus de gestion de l'information financière et fiscale

b) Nature du projet : Développement et mise en ligne d'une nouvelle prestation électronique de services (PES) en remplacement du système SÉSAMM implanté en 2001. Cette nouvelle PES, développée dans des technologies modernes favorisant la simplicité d'entretien et d'évolution, permettra une reddition de comptes plus flexible et conviviale pour les municipalités. De plus, les parties prenantes internes et externes du Ministère auront accès facilement aux informations contenues dans les rapports financiers.

d) Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 3 731 300 \$ (2018 à 2022)

f) Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 2020-2021 : 854 205 \$

i) Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 43 %

l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics : Oui, cette solution utilise un logiciel libre (PostgreSQL) pour la gestion des données.

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021 : Une pénalité a été appliquée à la firme Levio conseil Inc. dans le cadre de ce projet. La firme n'a pas été en mesure de fournir une ressource demandée dans les délais prévus au contrat.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) Nom du projet : Gestion du Fonds ruralité et régions

b) Nature du projet : Le projet vise le développement et la mise en ligne d'une prestation électronique de services afin d'assurer le traitement des demandes d'aide financière déposées dans le Fonds ruralité et régions (FRR). La nouvelle solution prévoit aussi un outil de suivi des demandes facilitant la gestion administrative du programme et la collaboration entre les différents intervenants.

d) Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 309 376 \$ (2020 et 2021)

f) Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 2020-2021 : 140 708 \$

i) Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 55 %

l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics : Oui, cette solution utilise un logiciel libre (PostgreSQL) pour la gestion des données.

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021 : Aucune pénalité appliquée

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) Nom du projet : Refonte de l'intranet

b) Nature du projet : Ce projet a pour objectif de remplacer le site intranet du Ministère par une solution moderne ayant comme base Microsoft SharePoint Online. L'actuel site intranet est basé sur une infrastructure technologique qui date de 2003 et qui présente des risques en termes de sécurité et d'expertise en raison de sa désuétude.

d) Montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 177 950 \$ (2020 à 2021)

f) Coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 2020-2021 : 4 448 \$

i) Pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 10 %

l) Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics : Oui, une solution infonuagique Microsoft qui sera disponible dans l'offre de service d'Infrastructure technologique Québec a été retenue.

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021 : Aucune pénalité appliquée

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :

- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou [...]

Note :

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf)

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux des oppositions n° 11.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 13

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépenses	Total 2020-2021
Photocopie	7 253,78 \$
Mobilier de bureau et ameublement	1 420,33 \$
Décoration et embellissement	2 715,81 \$
Distributeur d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	64 839,00 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	3 147,20 \$
- à l'extérieur du Québec	0 \$

L'information concernant les frais de déplacement et le coût du véhicule de fonction des ministres en lien avec le Règlement sur la diffusion est divulguée sur le site internet du Ministère (art. 4, paragraphe 16 à 19) à l'adresse suivante : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 14

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Types de dépense reliée à la téléphonie pour 2020-2021	MAMH
c) les coûts d'acquisition des appareils	2 719,15 \$
d) le coût d'utilisation des appareils ¹	0,00 \$
e) le coût des contrats téléphoniques	15 085,11 \$
h) le coût des frais d'itinérance	0,00 \$
i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données	223,88 \$
j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu	0,00 \$

(1) Les coûts d'utilisation des appareils cellulaires qui ne sont pas inclus dans les forfaits de téléphonie mobile sont les frais d'itinérance (sous-question h) et les frais de dépassement de données (sous-question i).

Les sous-questions a), b), f), g) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Lien Internet : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Note : à moins d'indication contraire, les données excluent le personnel de cabinet et les étudiants/stagiaires

A) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

35 ANS ET PLUS - MAMH (Effectif régulier)

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>	<i>% sur le total des 35 ans et plus</i>	<i>Communautés culturelles</i>	<i>Handicapées</i>	<i>Anglophones</i>	<i>Autochtones</i>
Cadres et administrateurs d'État	40	23	63	13,6 %	3	-	1	3
Professionnels	154	148	302	65,1 %	47	2	3	-
Fonctionnaires et ouvriers	12	87	99	21,3 %	8	-	-	3
Total de l'effectif régulier	206	258	464	100,0 %	58	2	4	6
% sur les employés réguliers (549)	37,5 %	47,0 %	84,5 %		12,6 % des employés réguliers (69/549)*			

* L'addition des chiffres donne 70, mais une personne compte dans deux catégories. Le nombre réel de personnes est donc de 69.

B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 34 ans et moins;

34 ANS ET MOINS - MAMH (Effectif régulier)

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>	<i>% sur le total des 34 ans et moins</i>	<i>Communautés culturelles</i>	<i>Handicapées</i>	<i>Anglophones</i>	<i>Autochtones</i>
Cadres et administrateurs d'état	0	0	0	0 %	-	-	-	-
Professionnels	37	38	75	88,2 %	8	-	2	-
Fonctionnaires et ouvriers	2	8	10	11,8 %	-	-	-	-
Total de l'effectif	39	46	85	100,0 %	8	-	2	-
% sur les employés réguliers (549)	7,1 %	8,4 %	15,5 %		1,6 % des employés réguliers (9/549)*			

* L'addition des chiffres donne 10, mais une personne compte dans deux catégories. Le nombre réel de personnes est donc de 9.

Données au 28 février 2021 – Source d'information : SAGIR – Rapport EI ITQ

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

C) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Total</i>
Cadres	490,3
Professionnels	3 246,8
Fonctionnaires et ouvriers	1 582,8
Total	5 319,9

Données au 28 février 2021

Source : SAGIR – Rapport EI CSPQ

D) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>0 à 10 jours</i>	<i>10 à 50 jours</i>	<i>50 à 100 jours</i>	<i>100 jours et +</i>	<i>Total</i>
Cadres	11	26	14	12	63
Professionnels	136	195	52	27	410
Fonctionnaires et ouvriers	63	51	3	6	123
Total	210	272	69	45	596
La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)					

Données au 28 février 2021

Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

**E) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.**

Heures supplémentaires réalisées

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Total</i>
Professionnels	6 386
Fonctionnaires et ouvriers	388
Total	6 774

Coût total des heures compensées en congé (\$)

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Total</i>
Professionnels	150 697
Fonctionnaires et ouvriers	4 790
Total	155 487

Coût total des heures payées (\$)

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Total</i>
Professionnels	169 653
Fonctionnaires et ouvriers	7 926
Total	177 579

Données au 12 mars 2021
Source d'information : SAGIP

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

F) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Total</i>
Cadres	1 111,1
Professionnels	5 801,8
Fonctionnaires et ouvriers	1 807,4
Total	8 720,2

Données au 28 février 2021

Source d'information : Source : SAGIR – Rapport EI CSPQ

G) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>0 à 10 jours</i>	<i>10 à 50 jours</i>	<i>50 à 100 jours</i>	<i>100 jours et +</i>	<i>TOTAL</i>
Cadres	21	33	7	2	63
Professionnels	275	130	3	2	410
Fonctionnaires et ouvriers	89	33	1	-	123
Total des personnes	385	196	11	4	596

La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)

Données au 28 février 2021

Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.
---------------	--

H) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

I) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J) L'évolution des employés réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

ANNÉE 2020-2021 (MAMH)

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Bas St-Laurent</i>	<i>Saguenay-Lac-St-Jean</i>	<i>Capitale-Nationale</i>	<i>Mauricie</i>	<i>Estrie</i>	<i>Mtl</i>	<i>Outaouais</i>	<i>Abitibi-Témiscamingue</i>	<i>Côte-Nord</i>	<i>Nord-du-Québec</i>	<i>Gaspésie-I-de-la-M</i>	<i>Chaudière-Appalaches</i>	<i>Lanau-dièr</i>	<i>Laurentides</i>	<i>Monté-régie</i>	<i>Centre-du-Québec</i>	<i>Total</i>
Cadres et administrateurs d'État	1	1	43	2	1	3	1	1	1	1	2	1	2	1	1	1	63
Professionnels	5	4	278	2	4	36	3	5	3	3	8	5	4	6	7	4	377
Fonctionnaires et Ouvriers	1	1	83	1	1	8	1	1	1	1	3	1	1	1	2	2	109
Total	7	6	404	5	6	47	5	7	5	5	13	7	7	8	10	7	549

Données au 28 février 2021

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

K) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

ANNÉE	EMPLOYÉS
2020-2021	100

L) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

28 employés du Ministère bénéficient d'un traitement supérieur en raison d'un horaire majoré.

M) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

<i>Catégories d'emploi</i>	<i>Bas St-Laurent</i>	<i>Saguenay L-St-Jean</i>	<i>Capitale-Nationale</i>	<i>Mauricie</i>	<i>Estrie</i>	<i>Mtl</i>	<i>Outaouais</i>	<i>Abitibi-Tém.</i>	<i>Côte-Nord</i>	<i>Nord-du-QC</i>	<i>Gaspésie-I-de-la-M</i>	<i>Chaudière Appal.</i>	<i>Lanaudière</i>	<i>Laurentides</i>	<i>Montérégie</i>	<i>Centre-du-QC</i>	<i>Total</i>
Cadres et administrateurs d'État	1	1	40	2	1	3	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	59
Professionnels	5	4	278	2	4	36	3	5	3	3	8	5	4	6	7	4	377
Fonctionnaires et Ouvriers	1	1	82	1	1	8	1	1	1	1	3	1	1	1	2	2	108
Total	7	6	400	4	6	47	5	7	5	5	13	7	6	8	10	7	544

N. B. Depuis 2016, le suivi des effectifs s'effectue selon la notion d'heures rémunérées et non plus de postes réguliers autorisés. La cible en heures rémunérées est de 994 396 heures ce qui est l'équivalent de 544 employés réguliers ou occasionnels à temps plein (une ressource à temps plein = 1 826,3 heures annuellement).

Données 28 février 2021

SOURCE : SAGIR

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

N) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O) Le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Le MAMH n'a aboli aucun poste en 2020-2021.

R) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

S) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Au 28 février, environ une trentaine de postes sont vacants.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 16

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2020-2021.
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : en 2020-2021, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du trésor.
- c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées : voir réponse a).
- d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 4 retraités.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/mai_2020/baux_location_2019-2020.pdf

Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI. Celle-ci est responsable des travaux effectués au Ministère le cas échéant.

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts
Québec	Ajout de prises électriques	1 087,87 \$
	Travaux de peinture	1 877,47 \$
	Ajout de prises électriques spéciales dans salles de télécom au 10 POC et au 8 rue Cook	7 525,62 \$
	Travaux de câblage (ajout colonnette et prise réseau)	510,89 \$
	Réfection des plateformes du débarcadère	4 103,14 \$
	Travaux d'entretien pour diverses salles de réunion (Travaux de peinture + installation de fond de clouage pour TV)	8 890,26 \$
	Modernisation et réaménagement d'espaces de bureau sur divers étages	321 335,80 \$
	Contrat d'entretien de climatiseurs pour salle serveurs	1 009,40 \$
	Sous-total - Québec	346 340,45 \$
Thetford Mines	Installation d'une borne électrique pour véhicule du Ministère	8 629,49 \$
Longueuil	Travaux d'améliorations locatives	225 887,90 \$
	Grand Total	580 857,84 \$

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Relocalisation des effectifs (MAMH et SHQ) vers le 500 Sherbrooke Ouest Mtl (Édifice de Loto-Québec)

Le MAMH loge actuellement dans les bureaux loués à la Tour de la Bourse, au 800, rue du Square-Victoria à Montréal. Le bail pour ces espaces arrive à échéance en septembre 2021. Dans l'esprit de la Vision immobilière du gouvernement du Québec, le MAMH, dans sa volonté de mieux cibler et structurer ses interventions en matière d'habitation, profite de l'occasion pour se relocaliser dans des locaux plus abordables qui permettront de moderniser et densifier ses espaces de travail afin d'atteindre l'objectif d'une superficie de 14 m²/ETC.

Par ailleurs, la SHQ est localisée au 500, boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal. La superficie de ces espaces de bureaux étant trop importante pour le nombre actuel d'employés, la SHQ désire la réduire et, par la même occasion, en profiter pour amorcer la modernisation de ses installations. Il a été décidé de joindre ce groupe d'employés à celui du MAMH en septembre 2021. Au total, ce sont 131 employés du MAMH et de la SHQ qui s'installeront en cohabitation au 9^e et 17^e étage de l'édifice de Loto-Québec situé au 500, rue Sherbrooke Ouest à Montréal.

Les nouveaux aménagements permettront de diminuer le nombre de mètres carrés par effectif à une moyenne de 14,54 m² par personne pour la suite administrative. Ils rencontrent donc les exigences de la nouvelle Vision immobilière. Les nouveaux espaces seront d'approximativement 2 817,56 m² locatifs.

Le montant estimé pour le coût des travaux est de 6,7 M\$ en excluant le coût du mobilier, des équipements Visio, de la télécom et des équipements informatiques. Ce montant tient compte du coût pour l'aménagement des nouveaux locaux des espaces administratifs du MAMH et de la SHQ en plus de la suite ministérielle et de la suite sous-ministérielle.

Un appel d'offres visant à obtenir du mobilier de tâche, des tables, des chaises, du mobilier pour des espaces collaboratifs ainsi que du mobilier pour des espaces de rangement dans le cadre de la relocalisation des espaces de bureau occupés par le MAMH et la SHQ à Montréal a été lancé le 18 décembre dernier.

La modernisation des espaces de travail est une fenêtre d'opportunité pour planifier autrement l'organisation de manière plus performante. Le but étant d'offrir un milieu mieux adapté aux exigences du travail liées aux activités, à la technologie et à la sécurité. L'environnement ainsi amélioré aura des retombées positives en matière d'efficacité, de productivité, de convivialité, de dynamisme et de mobilisation du personnel.

Étant donné que ce projet est supérieur à 5 000 000\$, une autorisation du Conseil du trésor (C.T. 222493) a été obtenue avant d'entreprendre les travaux.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 18

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

Le MAMH n'est propriétaire d'aucun actif immobilier.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 19

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 18 des oppositions.

La notion d'actif immobilier excédentaire s'applique uniquement aux immeubles dont l'organisme public est propriétaire.

Le MAMH n'est propriétaire d'aucun actif immobilier.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant: a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts
Québec	Travaux de peinture	1 877,47 \$
	Ajout de prises électriques	838,34 \$
	Total :	2 715,81 \$

Note : L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 21

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux, b) les coûts, c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Veillez vous référer à la demande de renseignement n° 20 des renseignements généraux des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 22

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de la ministre Andrée Laforest – 2021-02-28

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Francis Côté	Directeur de cabinet	Montréal
Éric Gauthier	Conseiller politique	Chicoutimi (Comté)
Lyne Dufour	Employée de soutien	Québec
Mathieu Noël	Directeur adjoint	Montréal
Alexandre Lambert	Conseiller politique	Montréal
Bénédicte Trottier Lavoie	Attachée politique	Québec
Martine Girard	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)
Marie-Ève Rasmussen	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)
Danièle Pelletier	Attachée politique	Québec
Maxime Roy	Attaché politique	Québec
Séreyrath Srin	Attaché politique	Chicoutimi (Comté)
Charlie-Laurence Simard	Attachée politique	Québec
Marie-Ève Lemay	Attachée politique	Québec
Mélissa Drolet	Attachée politique	Québec

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 22

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi
Mélanie Bisson	Attachée politique	Montréal	2020-04-09
Mario Gagnon	Attaché politique	Chicoutimi (Comté)	2020-08-28
Elsa Tremblay	Attachée politique	Québec	2020-09-18

La description d'emploi

Veillez-vous référer à l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre (4-83) qui stipule les attributions respectives aux directeurs de cabinet, attachés politiques ou employés de soutien.

Masse salariale autorisée 2020-2021

Cabinet de la ministre Andrée Laforest : 1 000 000 \$ (au 2020-06-22, sur la base d'une année financière)

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 23

Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant:
a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

Lien Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/aout_2020/subventions_budget_ministre.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/novembre_2020/subventions_budget_ministre.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/fevrier_2021/subventions_budget_ministre.pdf

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 24

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2021-2022.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 29 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 25

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 26

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27

Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Le MAMH n'a pas aboli de poste en 2020-2021.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 28

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 15 J).

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

En date du 28 février 2021, aucune personne n'est rémunérée par le Ministère et affectée à un autre organisme.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mises à jour	1 380,00 \$
Actualité juridique municipale	4 849,00 \$
Code civil du Québec - texte annoté	1 074,00 \$
Code des municipalités	9 595,00 \$
Code municipal du Québec	2 146,00 \$
Code municipal du Québec et Lois connexes	450,00 \$
Communautés métropolitaines et chartes municipales	1 306,00 \$
Droit municipal, principes généraux et contentieux	37 039,50 \$
Journal de Québec	343,20 \$
Journal La Sentinelle	41,66 \$
Journal La Tribune	173,94 \$
Journal Le Devoir	566,18 \$
Journal Le Haut-Saint-François	43,40 \$
Journal Le Radar	113,07 \$
Journal L'Écho de Frontenac	30,44 \$
Journal The Equity	20,00 \$
Journal The Record	125,00 \$
L'Action Nationale	130,46 \$
Législation complémentaire au code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	8 511,00 \$
Loi sur la fiscalité municipale annotée	765,00 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	4 900,00 \$
Loi sur les cités et villes	4 272,00 \$

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.

Loi sur les élections et les référendums et Loi sur l'organisation territoriale	168,00 \$
Lois municipales, volumes 1 et 2	430,00 \$
Magazine Vitalité économique	83,40 \$
Recueil des règlements municipaux	990,00 \$
Revue du notariat	175,00 \$
Total au 28 février 2021	79 721,25 \$

Note :
L'information fournie inclut le cabinet ministériel.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 31

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 30 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 32

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme de cette nature en 2020-2021.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 33

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web du Ministère http://www.mamh.gouv.qc.ca/	ITQ MTESS et Amazon ¹		23 900 \$ (hébergement) 53 500 \$ (entretien) ² 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages du site Web du Ministère.

- (1) Pour les services en infonuagique, le Ministère recourt aux fournisseurs qualifiés par le gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en place du courtier gouvernemental. Le choix du fournisseur est fait en fonction de la réponse aux besoins de chacun des sites et des économies réalisées.
- (2) Coût d'entretien pour le site Web du Ministère et le site des élections municipales, incluant les coûts d'utilisation de l'infonuagique.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 33

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Intranet ministériel http://intranet/Pages/accueil.aspx	ITQ MTESS		31 100 \$ (hébergement) ³ (entretien) ⁴ 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel. Coût de modernisation : 2020-2021 : 4 448 \$

(3) Proportion de l'infrastructure partagée soutenant le site intranet ministériel. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.

(4) Les coûts d'entretien de ce site sont inclus dans le site Web du Ministère.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 33

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Élections municipales www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	ITQ MTESS		(hébergement, entretien) ⁵ 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages du site des élections municipales du Ministère.

(5) Les coûts d'hébergement et d'entretien de ce site sont inclus dans le coût du site Web du Ministère.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 33

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Extranet PGAMR www.portailmunicipal.gouv.qc.ca	ITQ, Microsoft ⁶ Groupe LGS, Lévio, MAMH		80 700 \$ (hébergement) ⁷ 40 600 \$ (entretien) 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Le PGAMR a fait l'objet d'une refonte afin de remédier à la désuétude des infrastructures et des logiciels pour lesquels les correctifs de sécurité ne sont plus disponibles. Il s'agit d'un portail sécurisé (extranet) permettant aux ministères et organismes d'établir un lien d'affaires avec les municipalités, en leur rendant disponibles différentes prestations électroniques de services (PES). Mise à jour, selon les besoins.

(6) Pour les services en infonuagique, le Ministère recourt aux fournisseurs qualifiés par le gouvernement du Québec dans le cadre de la mise en place du courtier gouvernemental. Le choix du fournisseur est fait en fonction de la réponse aux besoins de chacun des sites et des économies réalisées.

(7) Coût total de l'infrastructure partagée soutenant le PGAMR, incluant l'infonuagique. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.

Les coûts liés à la réservation de l'ensemble de noms de domaine pour le MAMH représentent 1 593,90 \$ au 28 février 2021

N.B. Les sous-questions f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »), g) la fréquence moyenne de mise à jour, h) le responsable du contenu sur le site et i) les noms de domaines réservés ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 34

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 8 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 35

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Veuillez référer à la demande de renseignements généraux n° 2 des oppositions pour les voyages faits en avion.

Se référer également aux informations fournies sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/aout_2020/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2020/novembre_2020/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/fevrier_2021/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 36

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.

Monsieur François Jacques, député de Mégantic, est adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (volet affaires municipales) depuis le 4 septembre 2019.

Pour l'information concernant les déplacements, veuillez-vous référer aux demandes de renseignements généraux n° 1 et 2 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 37

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 38

La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 39

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 40

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation n'a aucun service public tarifé.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 41

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 42

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	Remboursements 2020-2021 obtenus au 28 février 2021 en contrepartie des :	
	Subventions versées	Frais de gestion des programmes
Fonds Chantiers Canada-Québec, Volet Grands projets (FCCQ-GP)	42 199 410 \$	S.O.
Fonds Chantiers Canada-Québec, volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ - VCGV)	4 990 296 \$	274 605 \$
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ - FPC)	39 514 356 \$	370 210 \$
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)	34 743 992 \$	252 015 \$
Taxe sur l'essence et contribution du Québec (TECQ) 2019-2023 ¹	512 888 949 \$	S.O.
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada - sous-volet Qualité de l'environnement - Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU)	S.O.	1 260 100 \$
TOTAL	634 337 003 \$	2 156 930 \$
<p>(1) La contribution fédérale attribuée par la SOFIL au MAMH selon l'entente signée le 23 juin 2014 correspond à 2 564,4 M\$ sur 5 ans. Le remboursement annuel indiqué pour 2019-2020 correspond à 20 % de cette somme.</p>		

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

RG #42
Annexe

EXERCICE 2020-2021 (1^{er} avril au 28 février 2021)

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC - VCGV

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
1 493 223,00 \$	2020-06-17	89 497,96 \$	2020-05-15
391 533,00 \$	2020-06-17	102 891,36 \$	2020-10-29
2 723 240,50 \$	2020-06-30	82 215,99 \$	2020-12-10
382 299,50 \$	2020-07-27		
Total 2020-2021	<u>4 990 296,00 \$</u>	Total 2020-2021	<u>274 605,31 \$</u>

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC - GP

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT
670 455,50 \$	2021-02-16
810 781,00 \$	2021-02-16
2 753 858,50 \$	2021-02-16
833 269,50 \$	2020-04-07
5 033 350,00 \$	2020-04-08
2 076 372,50 \$	2020-04-08
2 683 084,00 \$	2020-04-08
829 735,50 \$	2020-04-01
522 185,00 \$	2020-07-17
6 309 332,50 \$	2021-01-18
4 563 261,00 \$	2020-11-26
1 831 789,00 \$	2020-12-09
8 381 715,50 \$	2021-02-16
4 900 221,00 \$	2021-02-16
Total 2020-2021	<u>42 199 410,50 \$</u>

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

RG #42
Annexe

NOUVEAU FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC - FPC

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
4 782 530,00 \$	2020-04-13	240 827,76 \$	2020-12-07
275 440,00 \$	2020-06-25	129 382,52 \$	2020-09-23
18 200,00 \$	2020-06-25		
2 128 103,50 \$	2020-06-29		
2 062 591,50 \$	2020-07-06		
91 409,00 \$	2020-07-28		
191 263,00 \$	2020-07-28		
92 734,50 \$	2020-07-28		
2 569 926,00 \$	2020-08-03		
2 281 357,50 \$	2020-10-16		
28 666,00 \$	2020-10-16		
58 776,00 \$	2020-11-04		
43 333,00 \$	2020-11-04		
197 416,50 \$	2020-11-13		
227 154,00 \$	2020-12-01		
46 233,00 \$	2020-11-26		
848 975,50 \$	2020-11-27		
8 184 896,50 \$	2020-11-26		
2 148 533,50 \$	2020-11-26		
362 399,50 \$	2020-11-30		
147 043,00 \$	2020-12-02		
3 954 925,00 \$	2020-12-11		
3 670 074,00 \$	2020-12-11		
593 312,00 \$	2020-12-14		
375 333,00 \$	2020-12-10		
66 142,00 \$	2021-01-13		
1 132 290,50 \$	2020-12-29		
2 316 822,00 \$	2021-01-13		
425 049,00 \$	2021-01-13		
193 427,00 \$	2021-02-01		
Total 2020-2021	<u>39 514 356,00 \$</u>	Total 2020-2021	<u>370 210,28 \$</u>

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

RG #42
Annexe

FONDS POUR L'EAU POTABLE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES (FEPTEU)

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
643 795,18 \$	2020-04-01	89 475,85 \$	2020-10-05
745 272,89 \$	2020-04-01	162 540,13 \$	2020-10-08
35 001,20 \$	2020-11-12		
886 248,80 \$	2020-10-08		
540 952,41 \$	2020-10-08		
69 000,00 \$	2020-10-08		
648 000,00 \$	2020-10-08		
1 840 131,09 \$	2020-10-08		
1 416 505,42 \$	2020-10-08		
18 087,95 \$	2020-10-08		
209 927,11 \$	2020-10-08		
293 231,33 \$	2020-10-08		
201 098,79 \$	2020-10-08		
322 762,65 \$	2020-10-08		
12 936,75 \$	2020-11-12		
353 000,61 \$	2020-11-12		
154 372,89 \$	2020-11-12		
95 593,98 \$	2020-11-12		
418 815,06 \$	2020-12-24		
2 590 460,24 \$	2020-12-24		
761 925,91 \$	2020-12-24		
1 202 527,71 \$	2020-12-24		
347 500,00 \$	2020-12-24		
420 103,61 \$	2020-12-24		
351 000,00 \$	2020-12-24		
376 855,42 \$	2020-12-24		
383 351,45 \$	2020-12-24		
1 133 348,80 \$	2020-12-24		
3 449 614,46 \$	2020-12-24		
3 276 608,43 \$	2020-12-24		
199 457,84 \$	2020-12-24		
3 693 833,14 \$	2020-12-24		
1 104 374,70 \$	2020-12-24		
245 327,10 \$	2020-12-24		
2 492 394,58 \$	2021-01-27		
534 091,56 \$	2021-01-27		
996 647,59 \$	2021-01-27		
377 858,43 \$	2021-01-27		
144 734,94 \$	2021-01-27		
137 238,68 \$	2021-01-27		
1 414 885,54 \$	2021-01-27		
205 118,08 \$	2021-01-27		

Total 2020-2021 34 743 992,32 \$

Total 2020-2021 252 015,98 \$

FIMEAU

MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
		269 890,83 \$	2020-06-25
		515 409,97 \$	2020-10-22
		474 798,94 \$	2020-11-25

Total 2020-2021 S.O.

Total 2020-2021 1 260 099,74 \$

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime et aucun boni au rendement payé en 2020-2021.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 44

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2020-2021, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 45

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été allouée au personnel du MAMH, et ce, pour toute catégorie d'emplois.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 46

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 47

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 48

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 49

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 50

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 51

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 52

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 53

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 54

Ventilation du budget du Ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 56

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 57

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 58

Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par le ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (PIDRI) pour 2020-2021¹ :

- Opération : 11 043 500 \$
- Capital : 2 574 000 \$

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Les informations sur le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes. Pour le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques, veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 11 des oppositions.

¹ Une partie des dépenses et des investissements sont financés par le gouvernement fédéral ou la Société de financement des infrastructures locales dans le cadre d'ententes de gestion de programmes d'infrastructures.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 60

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 62

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 63

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Cotisations professionnelles - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Quantité	Coût total
Exercice financier 2020-2021		
American Water Works Association	1	210,00 \$
Association de géomatique municipale du Québec	1	2 000,00 \$
Association de la sécurité de l'information du Québec	1	200,00 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information	1	220,00 \$
Canadian Water and Wastewater Association	1	353,00 \$
Chambre de commerce du Montréal métropolitain	1	895,00 \$
Club Toastmasters des Communicateurs de Québec	1	170,00 \$
Institut canadien des actuaires	1	1 346,00 \$
Ordre des évaluateurs agréés du Québec (cotisation annuelle)	1	1 048,14 \$
Ordre des évaluateurs agréés du Québec (cotisation pour une partie de l'année)	1	608,60 \$
Réseau Environnement inc.	1	525,00 \$
Société québécoise d'évaluation de programme	2	90,00 \$
The Institute of Internal Auditors	1	188,23 \$
Total 2020-2021	14	7 853,97 \$

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 64

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 65

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les participants; d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-nationale, conformément à l'article de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 66

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.

Sujet	Fournisseurs	Coût 2020-2021
Démarches de développement durable des organismes municipaux	Sondage réalisé à l'interne	Coût nul
Satisfaction envers l'accompagnement en coopération intermunicipale	Sondage réalisé à l'interne	Coût nul
Satisfaction envers l'accompagnement en aménagement du territoire	Sondage réalisé à l'interne	Coût nul
Sondage visant à mesurer la performance et l'efficacité de la campagne de sensibilisation à l'économie d'eau potable <i>Mon empreinte bleue</i> .	Sondage Web réalisé par Léger 360.	7 300 \$
Sondage visant à mesurer la notoriété de la démarche de revitalisation de l'Est de Montréal.	Sondage Web réalisé par le biais du CSPQ.	5 582,50 \$

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 67

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Campagne de sensibilisation pour rappeler le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles

a) 0 %

b) 92,6 %

Le pourcentage résiduel correspond aux frais administratifs du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour procéder au placement publicitaire.

Campagne sur les informations sanitaires et les mesures gouvernementales en lien avec la COVID-19 à Montréal

a) 0 %

b) 94,4 %

Le pourcentage résiduel correspond aux frais administratifs du CSPQ pour procéder au placement publicitaire.

Revitalisation de l'Est de Montréal

a) 0 %

b) 94,4 %

Le pourcentage résiduel correspond aux frais administratifs du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour procéder au placement publicitaire.

Campagne d'information relative à la Campagne sur les Élections municipales 2021

a) 4,6 %

b) 48,1 %

Le pourcentage résiduel correspond à du placement dans des imprimés et aux frais administratifs du CAG pour procéder au placement publicitaire.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 68

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 69

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n°70

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 71

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8 des demandes de renseignements généraux des oppositions.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 72

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 73

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 74

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 75

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 76

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 77

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 78

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 79

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 80

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 81

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 82

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 83

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et le vitalité des territoires.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 84

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 85

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation du Québec.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 86

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 87

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 88

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat–Oser entreprendre 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 89

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 90

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 91

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 92

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 93

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 94

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 95

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 96

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 97

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 98

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 99

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 100

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 101

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 102

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 103

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 104

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 105

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 106

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 107

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 108

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux no 8 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 109

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux no 8 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 110

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux no 8 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 111

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Au 28 février 2021, aucun versement en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail n'avait été effectué.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 112

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 113

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

- a) En 2020-2021, le Ministère a dépensé une somme de 13 086,16 \$ en soutien aux employés en matière de santé mentale.
- b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 114

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

- A) Montant total des dépenses pour l'acquisition de matériels de protection contre la COVID, et ce, pour l'ensemble du Ministère : 12 306,18 \$.
- B) Type de matériel de protection acquis: Masques, visières, gel, gants, lingettes, autres.
- C) Fournisseurs retenus: CSPQ, Novexco inc. (Hamster), Produits sanitaires Lépine, Produits Capital inc., Citron hygiène, ameublement de la Capitale, Jean Coutu, Costco, Familiprix, BMR.
- D) Coûts d'installation : Aucun.
- E) Cette sous-question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
- F) Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 115

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures (SQI).

La SQI est responsable des contrats d'entretien ménager pour l'ensemble des édifices utilisés par le Ministère.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 116

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 117

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST n'a eu lieu dans les locaux du ministère en 2020-2021.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 118

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 119

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 120

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.

Le Ministère n'a aucun contrat ayant fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 121

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 122

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Veillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 8 des oppositions.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 123

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2020-2021** des ministères et organismes.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 124

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité de vérification au Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Mandat : Fournir au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs et une assurance quant à la gestion des risques, aux mécanismes de contrôle, à la gouvernance, à la conformité des opérations et aux processus de reddition de comptes du Ministère.

Membres du comité	Date de début	Date de fin	Montant
Delisle, Suzanne	2018-03-11	2021-03-10	12 000 \$
Perron, Guy	2018-03-11	2021-03-10	12 000 \$
Sauvé, Robert	2019-03-11	2021-03-10	10 300 \$

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 125

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 126

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au **Rapport annuel 2020-2021** des ministères et des organismes ainsi qu'au **Rapport annuel d'activités 2020-2021** du Protecteur du citoyen.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 127

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

Veillez vous référer à la réponse de la demande de renseignements généraux des partis d'opposition 15 m).

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 128

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.

19 stagiaires ont été embauchés en 2020-2021 pour une rémunération totale de 180 916 \$.

Le nombre d'heures de stage ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 129

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le type de véhicules; c) le nombre de véhicules hybrides; d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; e) le nombre de véhicules électriques.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 130

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant : a) les sommes dépensées pour chaque action; b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en oeuvre de chaque action.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 131

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2021-2022
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 132

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacune de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

**Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation**

Québec 